

AFFAIRE RELATIVE A L'APPLICATION
DE LA CONVENTION DE 1902
POUR RÉGLER LA TUTELLE DES MINEURS *
(PAYS-BAS c. SUÈDE)

CASE CONCERNING THE APPLICATION
OF THE CONVENTION OF 1902
GOVERNING THE GUARDIANSHIP OF INFANTS *
(NETHERLANDS *v.* SWEDEN)

* *Note du Greffe.* — Les renvois à un texte ayant fait l'objet d'une édition provisoire à l'usage de la Cour ont été remplacés par des renvois aux pages de la présente édition définitive.

* *Note by the Registry.* — Any references to a text which was issued in a provisional edition for the use of the Court have been replaced by references to the pages in the present definitive edition.

SECTION A. — REQUÊTE
INTRODUCTIVE D'INSTANCE

REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE AU NOM
DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES PAYS-BAS

A Monsieur le Président
A Messieurs les Juges de la Cour internationale de Justice.

Je soussigné, dûment autorisé par le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et élisant domicile au ministère des Affaires étrangères à La Haye,

Vu l'article 36, § 2, du Statut de la Cour et l'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice par le Royaume de Suède le 6 avril 1957 et par le Royaume des Pays-Bas le 1^{er} août 1956;

Vu l'article 40, alinéa 1, du Statut de la Cour,

Ai l'honneur de vous adresser la requête suivante:

Par décret du Barnavårdsnämnd à Norrköping en date du 5 mai 1954, confirmé par décret du Länstyrelse à Östergötland du 22 juin 1954 et du Regeringsrätt à Stockholm du 5 octobre 1954, il a été institué un « skyddsuffostran » à l'égard de la mineure Marie Elisabeth Boll.

Il résulte de l'institution d'un « skyddsuffostran » que le pouvoir sur la personne de l'enfant est retiré aux parents et est confié au Barnavårdsnämnd local qui, entre autres, peut placer l'enfant dans une famille adoptive, exerce une surveillance sur l'éducation reçue par l'enfant et, en vertu des dispositions formelles du Barnavårdsålag qui règle cette matière, exerce le droit de contrôle et de correction, lequel revient ordinairement aux parents, ou le fait exercer par des personnes nommées par lui à cet effet.

La mineure Marie Elisabeth Boll est née à Norrköping le 7 mai 1945 du mariage de Johannes Boll, de nationalité néerlandaise, et de Gerd Elisabeth Lindvall, qui possédait la nationalité suédoise avant son mariage; la mère est décédée le 5 décembre 1953. Marie Elisabeth Boll est néerlandaise.

Conformément à la législation néerlandaise, le père est devenu de plein droit le tuteur de l'enfant du fait du décès de la mère; Jan Albertus Idema, de nationalité néerlandaise, notaire domicilié à Dordrecht, a été nommé subrogé tuteur par disposition du « kantonrechter » (juge de paix) à Amsterdam, du 2 juin 1954.

SECTION A.—APPLICATION
INSTITUTING PROCEEDINGS

APPLICATION INSTITUTING PROCEEDINGS ON
BEHALF OF THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM
OF THE NETHERLANDS

[Translation by the Registry]

To the President
And Members of the International Court of Justice.

I, the undersigned, duly authorized by the Government of the Kingdom of the Netherlands and selecting as address for service the Ministry for Foreign Affairs at The Hague,

Having regard to Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court and to the acceptance of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice by the Kingdom of Sweden on April 6th, 1957, and by the Kingdom of the Netherlands on August 1st, 1956;

Having regard to Article 40, paragraph 1, of the Statute of the Court,

Have the honour to address to you the following Application:

By a decree of the Barnavårdsnämnd at Norrköping dated May 5th, 1954, confirmed by decrees of the Länstyrelse at Östergötland of June 22nd, 1954 and of the Regeringsrätt at Stockholm of October 5th, 1954, a "skyddsuffostran" was instituted in respect of the infant Marie Elisabeth Boll.

It follows from the institution of a "skyddsuffostran" that control over the person of the infant is withdrawn from the parents and is given to the local Barnavårdsnämnd which, among other things, may place the infant in an adoptive family, and which exercises supervision over the infant's education and, by virtue of the express provisions of the Barnavårdsålag governing the matter, exercises the right of control and discipline which is normally that of the parents, or causes it to be exercised by persons appointed by it for this purpose.

The infant Marie Elisabeth Boll was born at Norrköping on May 7th, 1945, issue of the marriage of Johannes Boll, of Dutch nationality, and Gerd Elisabeth Lindvall who, before her marriage, possessed Swedish nationality; the mother died on December 5th, 1953. Marie Elisabeth Boll is Dutch.

In accordance with Dutch law, the father automatically became the guardian of the child on the death of her mother; Jan Albertus Idema, of Dutch nationality, a notary residing at Dordrecht, was appointed deputy guardian by an order of June 2nd, 1954, of the "kantonrechter" (Justice of the Peace) of Amsterdam.

Avec le consentement du père et à la requête du Conseil de tutelle de Dordrecht, le père, Johannes Boll, a été déchargé de la tutelle et cette tutelle a été déferée à Madame Catharina Trijntje Idema-Postema, de nationalité néerlandaise, domiciliée à Zeist, par disposition du « kinderrecht » (juge au tribunal civil pour enfants) à Dordrecht en date du 5 août 1954. Le juge a pris en considération à cet égard que le père-tuteur, du fait qu'il est capitaine d'un navire et par conséquent régulièrement absent, ne peut donc s'occuper de l'éducation de l'enfant et que d'ailleurs il ne s'est pas opposé à être déchargé de la tutelle.

Le père-tuteur a, avec le subrogé tuteur néerlandais Idema, interjeté appel auprès du Länstyrelse à Ostergötland contre l'institution du « skyddsuppfostran ». Le Länstyrelse a rejeté cet appel le 22 juin 1954 et a confirmé l'institution d'un « skyddsuppfostran ». Une requête a été adressée à S. M. le Roi de Suède, au nom du père-tuteur et du subrogé tuteur, afin que la disposition qui instituait le « skyddsuppfostran » soit annulée. Par décret du Regeringsrätt du 5 octobre 1954, cette requête a été rejetée et le « skyddsuppfostran » a été maintenu.

Le 3 juin 1955, le Barnavårdsnämnd de Norrköping a décidé à nouveau de maintenir le « skyddsuppfostran ». Il a été interjeté appel contre cette décision au nom de la tutrice Madame Idema-Postema et au nom du subrogé tuteur J. A. Idema. Le Länstyrelse de Ostergötland a prononcé le 28 octobre 1955 la levée du « skyddsuppfostran ». Le Barnavårdsnämnd de Norrköping a interjeté appel contre cette dernière décision auprès du Regeringsrätt à Stockholm. Le 21 février 1956, le Regeringsrätt a décidé en définitive que le « skyddsuppfostran » serait maintenu.

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, constatant qu'aucune suite n'avait été donnée aux démarches qui avaient été faites auprès des autorités suédoises par et en faveur de ses ressortissants, s'est adressé au Gouvernement suédois pour la première fois le 14 septembre 1954, et à plusieurs reprises par la suite, tant par écrit que verbalement, afin de parvenir à obtenir la levée du « skyddsuppfostran », en se référant aux dispositions y applicables de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs. Ces démarches sont néanmoins restées sans résultat.

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas estime que, dans ce cas, qui implique les droits de ressortissants néerlandais, les autorités suédoises n'ont pas agi conformément aux dispositions de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs.

La Convention contient des dispositions concernant la tutelle des mineurs y compris les mesures spéciales qui peuvent être prises pour assurer la protection de la personne ou des intérêts du mineur (cf. articles 6 et 7). Elle désigne les règles suivant lesquelles ces

With the consent of the father and on the application of the Dordrecht Guardianship Committee, guardianship was withdrawn from the father, Johannes Boll, and given to Madame Catharina Trijntje Idema-Postema, of Dutch nationality, residing at Zeist, by an order of August 5th, 1954, of the "kinderrecht" (a judge of the civil court dealing with children) at Dordrecht. The judge took into consideration in this connection the fact that the paternal guardian, being a ship's captain and therefore regularly away from home, could, for that reason, not look after the child's education and that he had not, in any event, resisted the withdrawal of guardianship.

The paternal guardian, jointly with the Dutch deputy guardian Idema appealed to the Länstyrelse at Ostergötland against the institution of the "skyddsuppfostran". The Länstyrelse dismissed this appeal on June 22nd, 1954, and confirmed the institution of a "skyddsuppfostran". A petition was addressed to H.M. the King of Sweden on behalf of the paternal guardian and the deputy guardian requesting that the order instituting the "skyddsuppfostran" should be annulled. By a decree of the Regeringsrätt of October 5th, 1954, this petition was dismissed and the "skyddsuppfostran" was maintained.

On June 3rd, 1955, the Barnavårdsnämnd at Norrköping again decided to maintain the "skyddsuppfostran". An appeal was lodged against this decision on behalf of the female guardian Madame Idema-Postema and the deputy guardian J. A. Idema. The Länstyrelse of Ostergötland on October 28th, 1955, ordered the ending of the "skyddsuppfostran". The Norrköping Barnavårdsnämnd appealed to the Regeringsrätt at Stockholm against this decision. On February 21st, 1956, the Regeringsrätt finally decided that the "skyddsuppfostran" should be maintained.

The Government of the Kingdom of the Netherlands, seeing that no satisfaction had been obtained as the result of the representations which had been made to the Swedish authorities by and on behalf of its nationals, addressed itself for the first time to the Swedish Government on September 14th, 1954, and on various occasions thereafter, both in writing and orally, in order to secure the ending of the "skyddsuppfostran", referring to the provisions applying to the matter contained in the 1902 Convention governing the guardianship of infants. These representations, however, led to no result.

The Government of the Kingdom of the Netherlands considers that in this case, which involves the rights of Dutch nationals, the Swedish authorities have not acted in conformity with the provisions of the 1902 Convention governing the guardianship of infants.

The Convention contains provisions relating to the guardianship of infants including the special measures which may be taken to ensure the protection of the person and interests of the infant (cf. Articles 6 and 7). It lays down the rules according to which

mesures doivent être prises ainsi que les autorités qui sont compétentes à cet égard (cf. les articles 1, 2, 3 et 8). Les dispositions de la Convention sont basées sur le principe que la législation nationale du mineur est applicable et que les autorités nationales sont compétentes (cf. article 1).

Cette règle générale subit des exceptions au cas où il n'est pas pourvu à la protection de la personne et des intérêts du mineur par la loi nationale (cf. articles 3, 4 et 8).

Dans le cas en litige, il a été pourvu à la tutelle en vertu de la législation néerlandaise, en premier lieu du fait que par suite du décès de la mère, le père est devenu de plein droit tuteur de l'enfant et que J. A. Idema a été nommé subrogé tuteur, ensuite du fait que Madame Idema-Postema a été nommée tutrice par décision du « kinderrecht » (juge au tribunal civil pour enfants) à Dordrecht du 5 août 1954. Il n'y avait par conséquent pas lieu de constituer un « skyddsuppfostran » à l'égard de Marie Elisabeth Boll; du moins, on aurait dû procéder à la levée de cette institution après l'organisation d'une tutelle en vertu de la disposition du « kinderrecht » à Dordrecht du 5 août 1954 déjà citée.

En outre, en vertu de l'article 7 de la Convention et dans certaines circonstances, les mesures nécessaires pour la protection de la personne et des intérêts d'un mineur pourront être prises par les autorités locales « dans tous les cas d'urgence ».

En vertu dudit article une mesure ne pourra être prise ou maintenue que dans le cas et pour autant qu'il y ait urgence. Il résulte de cette disposition que, à chaque moment où l'urgence ne peut pas, ou ne peut plus être considérée comme existante, il doit être donné suite à une requête de levée de la mesure prise.

Dans l'espèce, et bien qu'il ait été pourvu à la tutelle de Marie Elisabeth Boll par les décisions des autorités judiciaires néerlandaises compétentes, les autorités suédoises ont finalement maintenu une mesure d'une envergure telle que le « skyddsuppfostran » et cela sans invoquer des motifs valables et sans tenir compte des dispositions de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs.

Étant donné que les pourparlers diplomatiques que les deux Gouvernements ont eus sur le différend juridique n'ont pas abouti, le Gouvernement néerlandais a décidé de soumettre à la Cour internationale de Justice ce différend juridique qui existe avec le Gouvernement suédois.

En conséquence, et sous réserve de tous mémoires, contre-mémoires et, en général, de tous moyens et preuves à présenter ultérieurement à la Cour,

PLAISE A LA COUR:

Donner acte à l'agent du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas que, pour toutes notifications et communications relatives à la

these measures are to be taken and the authorities who are competent so to do (cf. Articles 1, 2, 3 and 8). The provisions of the Convention are based on the principle that the national law of the infant is applicable and that the national authorities are competent (cf. Article 1).

This general rule is subject to exceptions where the national law makes no provision for the protection of the person or interests of the infant (cf. Articles 3, 4 and 8).

In the present case, provision was made for guardianship under Dutch law, in the first place as a result of the fact that on the death of the mother the father automatically became the guardian of the child and that J. A. Idema was appointed deputy guardian and, secondly, as a result of the fact that Madame Idema-Postema was appointed guardian by order of August 5th, 1954, of the "kinderrecht" (a judge of the civil court dealing with children) at Dordrecht. There was consequently no reason for the setting up of a "skyddsuppfostran" in the case of Marie Elisabeth Boll; at the least, this should have been terminated on the establishment of guardianship under the order of the Dordrecht "kinderrecht" of August 5th, 1954, referred to above.

Furthermore, by virtue of Article 7 of the Convention, and in certain circumstances, the measures necessary for the protection of the person and the interests of an infant may be taken by the local authorities "in any case of urgency".

Under this Article, a measure may only be taken or maintained if and to the extent that urgency exists. It follows from this provision that whenever urgency cannot be, or can no longer be, regarded as existing, an application for the termination of the measure taken must be complied with.

In the present case, in spite of the fact that provision was made for the guardianship of Marie Elisabeth Boll by the decisions of the competent Dutch judicial authorities, the Swedish authorities finally maintained a measure as broad in its effects as the "skyddsuppfostran", and they did so without invoking valid grounds and without taking into account the provisions of the 1902 Convention governing the guardianship of infants.

Since the diplomatic negotiations between the two Governments with regard to the legal dispute have not proved successful, the Dutch Government has decided to submit this legal dispute with the Swedish Government to the International Court of Justice.

Accordingly, and subject to the subsequent presentation to the Court of a Memorial, Counter-Memorial and, in general, of any evidence and argument,

MAY IT PLEASE THE COURT:

To take note that for the purpose of all notifications and communications relating to the present case, the Agent for the Govern-

présente affaire, il élit domicile au ministère des Affaires étrangères à La Haye;

Notifier la présente requête, conformément à l'article 40, alinéa 2, du Statut de la Cour, au Gouvernement du Royaume de Suède;

Dire et juger, tant en l'absence qu'en présence dudit Gouvernement et après tel délai que, sous réserve des propositions faites par accord entre les Parties, il appartiendra à la Cour de fixer:

Que la mesure prise et maintenue par les autorités suédoises à l'égard de Marie Elisabeth Boll, à savoir le « skyddsuppfostran » institué et maintenu par décrets du 5 mai 1954, du 22 juin 1954, du 5 octobre 1954, du 3 juin 1955 et du 21 février 1956, n'est pas conforme aux obligations qui incombent à la Suède vis-à-vis des Pays-Bas, en vertu de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs;

Que la Suède est obligée de lever cette mesure.

La Haye, le 9 juillet 1957.
L'Agent du Gouvernement
du Royaume des Pays-Bas,
(Signé) W. RIPHAGEN.

ment of the Kingdom of the Netherlands selects as his address for service the Ministry for Foreign Affairs at The Hague;

To notify the present Application, in accordance with Article 40, paragraph 2, of the Statute of the Court to the Government of the Kingdom of Sweden;

To adjudge and declare, whether the Government of the Kingdom of Sweden appears or not, and after such time-limit as, subject to proposals made by agreement between the Parties, it will be for the Court to fix:

That the measure taken and maintained by the Swedish authorities in respect of Marie Elisabeth Boll, namely, the "skyddsuppfostran" instituted and maintained by the decrees of May 5th, 1954, June 22nd, 1954, October 5th, 1954, June 3rd, 1955, and February 21st, 1956, is not in conformity with the obligations binding upon Sweden *vis-à-vis* the Netherlands by virtue of the 1902 Convention governing the guardianship of infants;

That Sweden is under an obligation to end this measure.

The Hague, July 9th, 1957.
(Signed) W. RIPHAGEN,
Agent for the Government of the
Kingdom of the Netherlands.